

Nouvelle loi sur la presse : Les journalistes burundais prêts à résister

Voice of America, 05.04.2013 Burundi : polémique autour de la loi sur la presse Le syndicat des journalistes burundais qualifie ce texte de "liberticide". Au Burundi, le nouveau projet de loi sur la presse suscite une certaine polémique. Le texte a été voté à une large majorité mercredi par le parlement à l'issue de sept heures de débat. Il doit désormais être voté par le Sénat pour être définitivement adopté. Mais déjà, le syndicat des journalistes burundais qualifie ce texte de "liberticide." L'organisation souligne qu'il restreint la protection des sources des journalistes et augmente les amendes pour les délits de presse.

Bagassi Koura a demandé à Eric Manirakiza, notre correspondant à Bujumbura, de nous dire pourquoi la presse burundaise n'aime pas tant ce projet de loi. Les explications d'Eric Manirakiza La nouvelle loi viole le droit de protection des sources et ça c'est inacceptable. L'autre anomalie c'est que l'on peut nous interdire maintenant de parler de la dette publique, des problèmes économiques. En un seul mot : on veut interdire les médias de fonctionner, on veut contrôler l'information et empêcher pour les citoyens burundais au droit à l'information. Vous dites alors que la presse participe à l'élaboration de ce texte. Qu'est-ce qui s'est passé entre temps ? Ce qui s'est passé, vous le Gouvernement burundais fonctionne, il fait semblant d'associer les parties prenantes, mais en réalité c'est pour question de forme, pour question de consommation extérieure, mais quand il s'agit de mettre en exécution le compromis d'agag ils passent outre et font ce qu'ils veulent. Parlez-nous de cette question de la protection des sources, qu'est-ce qui a changé à ce niveau ? Ce qui a changé c'est que la loi qui est en vigueur aujourd'hui protège les sources d'un journaliste - à dire qu'un journaliste a le droit de ne pas divulguer sa source d'information. Et si aujourd'hui on nous divulguait la source de l'information, c'est qu'on veut justement nous empêcher d'avoir des informations parce que plus personne qui donnera une information. Au niveau des professionnels des médias on a toujours privilégié le dialogue et nous restons toujours ouverts au dialogue. Il y a le Sénat qui doit analyser ce projet de loi, mais si la loi devrait être adoptée telle qu'elle l'est, elle a été adoptée ce mercredi à l'Assemblée nationale, les journalistes burundais sont aujourd'hui nous considérons que cette loi ne va pas nous concerner.